



Les comités des comptes publics

Huitième réunion du Conseil des comités des comptes publics

La huitième réunion annuelle du Conseil canadien des comités des comptes publics s'est déroulée à Regina, en Saskatchewan, du 6 au 9 juillet 1986.

Les comités des comptes publics étaient représentés par une trentaine de députés et six greffiers et attachés de recherches. Seul l'Ontario n'avait pas envoyé de délégués.

Comme le veut la tradition, la réunion annuelle du CCCCP s'est déroulée aux mêmes dates et au

La composition du Conseil a beaucoup changé depuis la réunion de l'an dernier à Whitehorse, à cause des élections qui ont eu lieu dans plusieurs provinces et aussi parce que des membres ont été remplacés. À l'exception des présidents, vice-présidents et des membres représentant le gouvernement fédéral, le gouvernement du Nouveau-Brunswick et ceux des deux territoires, tous les délégués étaient des nouveaux venus.

Commerce et ancien ministre des Finances de l'actuel gouvernement progressiste-conservateur, de même qu'ancien président du Comité des comptes publics lorsqu'il était dans l'opposition, et M. E. B. (Ned) Shillington, député provincial qui était, jusqu'au 29 mai dernier, président du Comité des comptes publics et président du CCCCP, ainsi que ministre de la Couronne avant les élections générales provinciales de 1982. Les deux présidents ont exprimé



Délégués à la réunion du Conseil canadien du Comité des comptes publics à Regina.

même endroit que la Conférence des vérificateurs législatifs. Une réception accueillait les délégués des deux groupes le dimanche soir 6 juillet 1986 à l'hôtel Saskatchewan. Chaque année, cette réception donne aux participants l'occasion de renouer connaissance ou de faire de nouvelles rencontres. Pour les membres et les greffiers des comités des comptes publics, il s'agit d'une réunion importante, essentielle pour se familiariser avec le travail des vérificateurs législatifs.

Le lieutenant-gouverneur de la Saskatchewan, **F. W. Johnson**, a ouvert la huitième réunion annuelle en prenant la parole devant les délégués réunis à l'Assemblée législative.

Le Comité des comptes publics de la Saskatchewan a présenté le premier point à l'ordre du jour, à savoir le rôle et l'efficacité du comité des comptes publics et la nécessité d'une réforme. S'est alors engagée une réunion-débat entre M. R. L. Andrew, ministre du Développement économique et du

leur point de vue sur le rôle et le fonctionnement du Comité des comptes publics de la Saskatchewan au cours de la dernière décennie. Durant l'heure consacrée à ce sujet, les membres du Conseil leur ont posé maintes questions, étant donné l'expérience qu'ils avaient acquise tant dans l'opposition que dans la majorité.

Le gouvernement albertain était représenté par M. Barry Pashak, député et membre nouvellement élu qui, en sa qualité de président du

Comité des comptes publics de l'Alberta, a brossé un tableau du mode de fonctionnement de ce comité.

M^{me} Aideen Nicholson, député et présidente du Comité permanent des comptes publics de la Chambre des communes à Ottawa, a présenté un document intitulé *Méthodes et pratiques du Comité permanent des comptes publics*. Comme la réforme parlementaire est à l'ordre du jour à Ottawa, l'exposé de M^{me} Nicholson a permis aux délégués des provinces de mieux comprendre le fonctionnement du comité des comptes publics de la Chambre et les réformes qu'il propose.

M. Graham Lea de la Colombie-Britannique, M. Lynwood MacPherson de l'Île-du-Prince-Édouard, M. Dave Blake du Manitoba, M. George Archibald de la Nouvelle-Écosse et M. Michael McKee du Nouveau-Brunswick ont décrit le fonctionnement du comité des comptes publics de leur province respective et l'incidence des méthodes d'examen et d'établissement de rapports de leur comité sur les gouvernements et les législatures.

M. Winston Baker de Terre-Neuve a présenté un exposé sur une question que le Comité des comptes publics de sa province a récemment examinée, à savoir: quelle somme de renseignements le vérificateur général doit-il vérifier pour se conformer à la loi? Il a fait état des lois qui régissent le vérificateur général de Terre-Neuve et des difficultés qu'elles créent dans le cadre des enquêtes du Comité des comptes publics.

M. Arnold McCallum des Territoires du Nord-Ouest a présenté un rapport contenant une mise à jour d'un examen effectué par MM. John Kelly et Hugh Hanson dans un document publié en 1981 et intitulé *Improving Accountability: Canadian Public Accounts Committee and Legislative Auditors*. Au cours de la discussion, des délégués ont proposé que l'examen de tous les comités des comptes publics du Canada soit actualisé.

M. Jim McLachlan du Yukon a présenté un document intitulé *Developing Performance Measurement Indicators in the Yukon: Watching Mountains Grow*. Dans ce rapport, il est question de la méthode systématique et directe retenue par le Conseil du Trésor du gouvernement fédéral et de son application prévue à l'échelle du pays :

- a) définir les extrants (c.-à.-d. les biens et les services) qui sont produits;
- b) calculer le nombre d'extrants de chaque catégorie qui ont été produits dans une période donnée;
- c) calculer le coût de production de chaque extrant;
- d) calculer le pourcentage d'efficacité de chaque extrant;
- e) calculer les pourcentages d'efficacité pendant plusieurs périodes et mesurer leur variation;
- f) définir les indicateurs de service appropriés pour chaque extrant et mesurer leur variation dans le temps;
- g) évaluer la mesure dans laquelle les extrants ont permis d'atteindre les objectifs et définir les indicateurs d'efficacité; et
- h) concevoir un moyen simple de présenter en temps opportun des rapports fiables et périodiques sur la performance, de même que des renseignements financiers pertinents, aux gestionnaires responsables.

Chaque année, le Conseil canadien des comités des comptes publics et la Conférence des vérificateurs législatifs tiennent une séance mixte au cours de laquelle sont débattues une ou plusieurs questions d'intérêt commun. Cette année, les parlementaires et les vérificateurs ont pu parler en toute franchise des attentes des uns envers les autres, de leurs intérêts communs dans la réalisation de l'objectif de rendre compte des frustrations respectives de chaque groupe par rapport à l'autre et des objectifs qui pourraient être fixés pour créer une meilleure atmosphère et accroître l'efficacité entre les deux groupes.

M. John Kelly de l'Institut canadien des comptables agréés et coauteur du document susmentionné a pris la parole durant la seconde moitié de la séance mixte. Il a parlé des normes relatives à la présentation de rapports financiers élaborés par le comité chargé de la comptabilité et de la vérification du secteur public de l'Institut canadien des comptables agréés.

La simultanéité des réunions des deux groupes offre l'avantage de réduire le coût des activités sociales; chaque association reste dès lors fidèle aux principes qu'elle a fait siens: efficacité, efficacité et économie. Le

premier ministre de la Saskatchewan et M^{me} Devine ont offert une réception et un dîner au Wascana Country Club en l'honneur des délégués des deux conférences le mardi soir 8 juillet.

Les délégués, et même ceux de la Saskatchewan, ont eu l'occasion de découvrir une région très peu connue en parcourant les Big Muddy Badlands et le ranch de M. Edward Burgess. La route qu'a empruntée le car longe sur une partie des quinze mille acres de terre que possède et loue cet homme modeste et intelligent.

Cette visite qui ne faisait pas officiellement partie du programme des deux conférences, s'est terminée par un dîner offert par le Big Muddy Kinsmen Club de Coronach à la ferme de M. et M^{me} Richard Volke. Chaque délégué a eu amplement le temps de visiter cette ferme typique de la Saskatchewan, qui est un modèle de propreté et d'efficacité, de faire connaissance avec ses propriétaires, de voir la machinerie, le bétail et les céréales, et de poser une foule de questions sur tous les aspects de l'agriculture dans cette région.

Certaines décisions prises au cours de la réunion d'hiver du comité exécutif du CCCC ont été ratifiées par le Conseil au cours de la séance consacrée aux affaires du Conseil. De légères modifications ont été apportées à la constitution et un nouveau comité exécutif a été élu. Les résultats des élections sont les suivants : M. Jean-Guy Lemieux (Québec), président; M. George Archibald (Nouvelle-Écosse), premier vice-président, M. Barry Pashak (Alberta), deuxième vice-président; M. Alain Major (Québec) devait être nommé secrétaire du conseil, mais on a demandé à M. Craig James (Saskatchewan) de demeurer à ce poste pour une autre année afin de poursuivre la publication de la série dans laquelle s'inscrit le présent document.

Les personnes qui désirent obtenir un complément d'information sur la conférence peuvent obtenir des exemplaires (quantité limitée) des procès-verbaux et du rapport de la huitième réunion annuelle du Conseil en s'adressant à l'auteur.

Craig James
Greffier-adjoint
Assemblée législative de la
Saskatchewan